

Tableau 1
Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité
La Financière Responsable - 9695002LS2XA1T4CW47

Résumé :
 Le présent document est la déclaration consolidée relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité de La Financière Responsable : LFR Euro Développement Durable ISR, LFR Actions Solidaires ISR et LFR Inclusion Responsable ISR.
 La présente déclaration relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité couvre une période de référence allant du 1er janvier au 31 décembre 2022.
 Pour plus d'informations sur les informations en matière de durabilité, il convient de consulter le document disponible via le lien ci-après : <https://www.la-financiere-responsable.fr/wp-content/uploads/Publication-dinformations-en-matiere-de-durabilite-SFDR-10-LFR-EDD-AS-et-LIR.pdf>
 Toutes les données financières nécessaires aux calculs sont issues de FactSet.

Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés

INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT (Tableau 1)

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité	Éléments de mesure	Incidences 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante	Source(s)	Taux de couverture (%AuM)	
Emissions de gaz à effet de serre	1. Emissions de GES	Emissions de GES de niveau 1 (en tonnes d'équivalents CO2)	4 378,6			Données publiées par les entreprises	100,0%
		Emissions de GES de niveau 2 (en tonnes d'équivalents CO2)	3 649,2			Données publiées par les entreprises	100,0%
		Emissions de GES de niveau 3 (en tonnes d'équivalents CO2)	33 082,7	Les sociétés Ashtead, DeLonghi et Diasorin ne reportent pas leur scope 3	Un acte d'engagement a été effectué auprès d'Ashtead. DiaSorin et DeLonghi ne sont plus en portefeuille. DeLonghi ayant été vendue en juillet 2022 et Diasorin en avril 2023. Il n'y a pas eu d'engagement sur la question du scope 3 avec ces deux entreprises.	Données publiées par les entreprises	98,2%
		Emissions totales de GES (en tonnes d'équivalent CO2)	39 110,5			Données publiées par les entreprises	100,0%
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone (en tonnes d'équivalents CO2 par millions d'euros investis)	322,1			Données publiées par les entreprises	100,0%
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (en tonnes d'équivalents CO2 par millions d'euros de chiffre d'affaires)	707,4			Données publiées par les entreprises	100,0%
Emissions de gaz à effet de serre	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (en % de l'actif)	3,6%			Données publiées par les entreprises	100,0%
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie (en %)	56,7%			Données publiées par les entreprises	100,0%
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	NACE code A: N/A NACE code B: N/A NACE code C: 0,36 NACE code D: 1,29 NACE code E: N/A NACE code F: 0,11 NACE code G: 0,02 NACE code H: 1,00 NACE code L: 3,02	Le fonds n'a aucun investissement dans les secteurs NACE code A, B, et E.		Données publiées par les entreprises	100,0%
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones (en % de l'actif)	18,7%	En raison des disparités de reporting des sociétés sur ce sujet, nous considérons que cet indicateur est difficilement exploitable et analysable. Les sociétés Kion, Michelin et STMicroelectronics ne reportent pas suffisamment de données et Factset ne les couvre pas sur ce PAI	Des demandes d'informations complémentaires ont été faites auprès de toutes les sociétés qui ne reportent pas cet indicateur, ou qui ne reportent que des informations difficilement exploitables	Données publiées par les entreprises, données issues de Factset sinon	95,4%
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,016	Le taux de couverture est très faible ce qui rend cet indicateur non exploitable et difficilement analysable	Des demandes d'informations complémentaires ont été faites auprès de toutes les sociétés qui ne reportent pas cet indicateur	Données publiées par les entreprises	20,0%
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produits par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,561	Les sociétés Adevinva, Air Liquide, Ashtead, BNP Paribas, Crédit Agricole, Puma, SAP, et Worldline ne reportent pas cet indicateur	Des demandes d'informations complémentaires ont été faites auprès de toutes les sociétés qui ne reportent pas cet indicateur	Données publiées par les entreprises	89,1%
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION							
Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (en % de l'actif)	0,1%	Il s'agit d'un critère d'exclusion		Données publiées par les entreprises, veille et suivi des controverses.	100,0%
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations (en % de l'actif)	4,7%			Données publiées par les entreprises	100,0%
	12. Ecart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements (en %)	5,0%	Sans utilisation de proxies: Le taux de couverture est très faible ce qui rend cet indicateur non exploitable et difficilement analysable	Des demandes d'informations complémentaires ont été faites auprès de toutes les sociétés qui ne reportent pas cet indicateur	Données publiées par les entreprises	37,1%
		Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements (en %)	8,8%	Avec utilisation de proxies: L'utilisation de proxies, ainsi que d'estimations nous permet d'atteindre un taux de couverture de 79,2%. Malgré cela, cet indicateur reste difficilement exploitable et analysable car les données d'une filiale ne sont pas toujours représentatives de la société		Données publiées par les entreprises; à défaut, données des filiales obligées de reporter cette donnée (UK, Suisse, ...); ou estimations lorsqu'elles sont possibles et pertinentes	79,2%
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	31,9%	Mixité au sein des organes de gouvernance Tous organes confondus	Données publiées par les entreprises	100,0%	
			40,7%	Mixité au sein des organes de gouvernance Conseils d'administration	Données publiées par les entreprises	100,0%	
20,8%			Mixité au sein des organes de gouvernance Comités exécutifs	Données publiées par les entreprises	100,0%		
14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées (en % de l'actif)	0,0%			Données publiées par les entreprises	100,0%	
AUTRES INDICATEURS RELATIFS AUX PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES SUR LES FACTEURS DE DURABILITÉ							
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT (Tableau 2)							
Emissions	4. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris (en % de l'actif)	12,6%			Données publiées par les entreprises	100,0%
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION (Tableau 3)							
Questions sociales et de personnel	1. Investissements dans des entreprises sans politique de prévention des accidents de travail	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de prévention des accidents de travail (en % de l'actif)	10,1%			Données publiées par les entreprises	100,0%

